



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/402
18 septembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-troisième session
Point 110 c) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS SPÉCIFIQUES ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

La situation des droits de l'homme au Rwanda

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport ci-joint sur la situation des droits de l'homme au Rwanda que le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme pour le Rwanda a établi conformément à la décision 1998/266 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1998.

ANNEXE

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda
établi par le Représentant spécial de la Commission des
droits de l'homme conformément à la décision 1998/266 du
Conseil économique et social en date du 30 juillet 1998

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|---|---------------------|-------------|
| I. MANDAT | 1 - 2 | 3 |
| II. MISSIONS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL | 3 - 11 | 3 |
| III. OBSERVATIONS | 12 - 64 | 4 |
| A. Clôture de l'Opération de terrain des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda | 12 - 19 | 4 |
| B. Fonctionnement effectif d'une commission nationale des droits de l'homme indépendante . . | 20 - 26 | 6 |
| C. Conditions de sécurité au Rwanda et leurs effets sur la situation des droits de l'homme | 27 - 39 | 7 |
| D. État du système judiciaire | 40 - 49 | 9 |
| E. État du système pénitentiaire | 50 - 55 | 11 |
| F. Facteurs économiques et sociaux | 56 - 64 | 12 |
| IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 65 - 84 | 14 |

I. MANDAT

1. Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 1998/69 de la Commission des droits de l'homme par laquelle la Commission prorogeait d'un an le mandat du Représentant spécial, M. Michel Moussalli, et lui demandait de faire rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session, conformément à son mandat. Le paragraphe 30 de la résolution 69 stipule que le Représentant spécial est chargé "d'étudier la situation des droits de l'homme au Rwanda et de faire des recommandations sur la façon d'améliorer cette situation, de faciliter la création au Rwanda d'une commission nationale des droits de l'homme indépendante et efficace et de faire en outre des recommandations sur les situations qui pourraient appeler la fourniture au Gouvernement rwandais d'une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme." Il convient également de se référer au paragraphe 28 de la résolution dans lequel la Commission "demande que le Représentant spécial et le Gouvernement rwandais se consultent étroitement au sujet des modalités de fonctionnement de la future commission nationale des droits de l'homme."

2. Le Conseil économique et social a pris note de la résolution dans sa décision 1998/266, qui proroge d'un an le mandat du Représentant spécial.

II. MISSIONS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL

3. Après avoir été nommé, en juin 1997, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Moussalli a présenté ses premiers rapports sur la situation des droits de l'homme au Rwanda à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-deuxième session (A/52/522 du 22 octobre 1997) et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session (E/CN.4/1998/60 du 19 février 1998).

4. Afin de s'acquitter de son mandat renouvelé et de suivre l'application de ses observations et recommandations, présentées dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme, le Représentant spécial a effectué deux missions au Rwanda, du 8 au 15 juin 1998 et du 31 août au 7 septembre 1998, les dates des deux missions ayant été choisies en consultation avec le Représentant permanent du Rwanda auprès du Bureau des Nations Unies à Genève.

5. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme a pu détacher l'Administrateur responsable du Rwanda pour accompagner et aider le Représentant spécial au cours de sa mission du 8 au 15 juin 1998. Le Centre danois des droits de l'homme a pu, dans un délai très bref, détacher auprès du Représentant spécial une de ses analystes de recherche-développement sur les droits de l'homme, qui l'a accompagné et secondé au cours de la mission qu'il a effectuée au Rwanda du 31 août au 7 septembre. L'analyste est restée quelques jours de plus à Kigali pour obtenir de plus amples renseignements avant de venir à Genève participer à la rédaction du rapport. Le Représentant spécial remercie sincèrement le Centre danois des droits de l'homme de lui avoir fourni cette aide.

6. Le Représentant spécial s'est surtout employé à examiner avec le Gouvernement rwandais les progrès accomplis en vue de la création et du fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme à la suite des entretiens qu'il avait eus avec toutes les personnalités officielles rwandaises au cours de ses séjours précédents au Rwanda, entretiens résumés, dans son

/...

rapport à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (E/CN.4/1998/60, par. 39).

7. Préoccupé par le sort réservé à l'Opération de terrain pour les droits de l'homme au Rwanda du Haut Commissariat aux droits de l'homme, le Représentant spécial s'est aussi efforcé de déterminer si l'on pouvait envisager certaines initiatives pour maintenir la présence de l'Opération de terrain au Rwanda à la satisfaction du Gouvernement rwandais et du Haut Commissaire.

8. Le Représentant spécial s'est entretenu avec de hautes personnalités de la République rwandaise, y compris le Président de l'Assemblée nationale de transition, le Premier Ministre, le Ministre de la justice, le Ministre de la condition de la femme, de la famille et des affaires sociales, le Directeur de Cabinet du Président de la République, le Secrétaire général du Ministère de la justice, le Conseiller politique auprès du Vice-Président et Ministre de la défense, l'Auditeur militaire et le Chef du contentieux du Ministère de la défense.

9. Le Représentant spécial s'est également entretenu avec des ambassadeurs et chefs de mission diplomatique, y compris le chef de la délégation européenne au Rwanda.

10. Il a également eu des entretiens avec les chefs d'organismes des Nations Unies, avec le Procureur adjoint du Tribunal criminel international pour le Rwanda, avec le chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge et les représentants de plusieurs organisations non gouvernementales nationales et internationales, dont le Collectif des ligues et associations de défense des droits de l'homme.

11. Le Représentant spécial tient à remercier chaleureusement le Coordonnateur résident des Nations Unies et Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Rwanda, qui lui a apporté toute l'aide possible au cours de sa mission au Rwanda, ainsi que la spécialiste des droits de l'homme au Haut Commissariat aux droits de l'homme à Genève, qui l'a beaucoup aidé à établir le présent rapport.

III. OBSERVATIONS

A. Clôture de l'Opération de terrain des Nations Unies pour les droits de l'homme au Rwanda

12. Bien que le mandat du Représentant spécial n'ait pas directement inclus d'entretiens concernant la situation de l'Opération de terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, il s'est inquiété de faits qui pourraient mettre en question la présence de l'Opération. En fait, le 7 mai 1998, le Gouvernement rwandais a demandé la suspension des activités de l'Opération, en attendant un examen plus approfondi¹.

13. Comme l'a rapporté le Représentant spécial à la Commission des droits de l'homme en février 1998, les activités de surveillance de l'Opération avaient créé des tensions avec le Gouvernement rwandais. Lors de toutes les réunions avec le Représentant spécial, les membres du Gouvernement rwandais avaient rappelé qu'à l'origine, le Gouvernement avait invité la présence au Rwanda d'une

/...

opération pour les droits de l'homme afin d'encourager un climat de collaboration et d'aider les Rwandais à être mieux à même de promouvoir les droits de l'homme, et non pas afin d'amener des inspecteurs pour surveiller le Gouvernement. Le Gouvernement rwandais a exprimé le souhait de revoir le mandat de l'Opération afin de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités, la coopération technique, la formation et l'éducation, compte tenu des progrès réalisés au Rwanda depuis 1994, en particulier avec la création d'institutions nationales chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au Rwanda.

14. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme a également proposé un examen du mandat de l'Opération de terrain et soutenait entièrement le voeu du Gouvernement de voir consolider le rôle de renforcement des capacités de l'Opération. Pour ce qui est de son rôle de surveillance, comme l'indique son rapport présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session (A/52/486/Add.1/Rev.1), le Haut Commissaire a estimé que la surveillance devrait être conçue comme un moyen d'aider le Gouvernement à résoudre des problèmes, sur la base d'un dialogue portant sur un diagnostic des besoins, et comme un encouragement à la communauté internationale à fournir l'aide nécessaire à cette fin. Le Représentant spécial soutenait pleinement cette approche.

15. Sur la base de ces considérations légitimes et positives exprimées à la fois par le Gouvernement rwandais et le Haut Commissaire aux droits de l'homme, le Représentant spécial a estimé qu'il serait possible d'arriver à un accord sur un mandat modifié de l'Opération de terrain. Il a donc personnellement pris l'initiative, lors de sa visite à Kigali au début de juin 1998, de proposer au Gouvernement rwandais et au Haut Commissaire qu'une réunion de haut niveau des deux parties soit organisée dès que possible afin d'arriver à un consensus sur l'avenir de l'Opération.

16. Le Gouvernement rwandais et le Haut Commissaire ont accepté cette proposition et le Haut Commissaire a demandé à son adjoint, M. Enrique ter Horst, de se rendre à Kigali le 13 juillet pour étudier avec une délégation rwandaise de haut niveau, dirigée par M. Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères, un nouvel accord concernant une présence sur le terrain relative aux droits de l'homme. Les négociations entre les deux parties se sont déroulées dans un climat de respect et de coopération mutuels mais le Gouvernement rwandais n'a pas accepté que la nouvelle opération pour les droits de l'homme au Rwanda ait une fonction de surveillance, comme le proposait la délégation du Haut Commissariat.

17. Les négociations ont donc été closes le 15 juillet sans avoir abouti à un accord et l'Opération de terrain a quitté le Rwanda le 28 juillet. Comme beaucoup d'autres personnes au Rwanda, le Représentant spécial ne peut que regretter profondément qu'il n'ait pas été possible d'arriver à un accord sur un nouveau mandat pour une présence sur le terrain relative aux droits de l'homme.

18. Parallèlement à la clôture de l'Opération de terrain, le Gouvernement rwandais a, lors d'une conférence de presse tenue le 23 juillet, esquissé un plan relatif aux droits de l'homme comprenant cinq volets : a) formation d'inspecteurs nationaux des droits de l'homme; b) lancement de programmes scolaires et informels d'éducation sur les droits de l'homme; c) fourniture à la Commission nationale des droits de l'homme de l'aide financière et technique

/...

nécessaire; d) organisation d'une campagne médiatique de sensibilisation du public aux questions de droits de l'homme; e) établissement d'un centre national des droits de l'homme devant servir de centre d'information et de formation².

19. Le Représentant spécial espère vivement que la communauté internationale soutiendra pleinement les initiatives du Gouvernement rwandais à cet égard. Il recommande notamment que la Commission nationale des droits de l'homme soit maintenant dotée de la structure et des moyens voulus pour jouer un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'homme au Rwanda, conformément à la décision du Gouvernement rwandais et à la Loi fondamentale du Rwanda.

B. Fonctionnement effectif d'une commission nationale des droits de l'homme indépendante

20. Le Représentant spécial se félicite vivement que les autorités rwandaises soient déterminées à créer leur propre Commission nationale des droits de l'homme indépendante, comme le stipule la Loi fondamentale du Rwanda. Les institutions nationales de droits de l'homme peuvent être des mécanismes efficaces pour traduire les normes internationales en matière de droits de l'homme en une culture nationale de droits de l'homme.

21. La Commission nationale des droits de l'homme a été créée par décret présidentiel le 11 novembre 1997. Ses sept membres doivent être choisis par l'Assemblée nationale sur une liste de dix candidats nommés par le Gouvernement. Comme le signale le rapport du Représentant spécial à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (E/CN.4/1998/60, par. 29 à 39), les personnalités officielles se sont dites conscientes de la nécessité de faire en sorte qu'un débat approfondi et ouvert puisse avoir lieu sur le mandat et la composition de la Commission, et en particulier sur les moyens de garantir l'indépendance de la Commission et de lui assurer un large appui national. C'est dans cet esprit que les personnalités officielles ont déclaré que le Gouvernement rwandais serait heureux qu'un débat complet et ouvert ait lieu sur la Commission à l'Assemblée nationale et encouragé l'Assemblée nationale à prendre les dispositions nécessaires en vue d'un tel débat. Des ministres ont aussi assuré au Représentant spécial que les recommandations qu'il avait formulées en novembre 1997 dans ses "Observations sur le projet de loi du Gouvernement rwandais concernant la création d'une commission nationale des droits de l'homme" pourraient alors être pleinement prises en compte et que les modifications nécessaires seraient apportées au décret présidentiel avant qu'il ne devienne loi.

22. À cet égard, le Gouvernement rwandais a approuvé et appuyé la proposition du Représentant spécial d'organiser sur cette question, avec le concours du Haut Commissariat aux droits de l'homme, un atelier ouvert au public, auquel participeraient les membres nouvellement élus de la Commission, des membres de l'Assemblée nationale, des membres de la société civile rwandaise et des experts régionaux et internationaux. Le Ministre a déclaré au Représentant spécial que les conclusions de l'atelier seraient soumises à l'Assemblée nationale de transition et que le décret présidentiel pourrait être modifié à la suite du débat parlementaire, ce qui impliquerait l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale de transition. Ce processus pourrait aussi amener tous les éléments de la société civile à mieux accepter la Commission nationale, qu'ils

considéreront comme une institution véritablement indépendante au service de tout le peuple rwandais.

23. Au cours des deux dernières missions effectuées au Rwanda par le Représentant spécial (début juin et début septembre), les personnalités officielles lui ont affirmé que le processus d'établissement de la liste de dix candidats à soumettre à l'Assemblée nationale touchait à sa fin et que la Présidence examinait la liste. Cela avait pris plus de temps que prévu du fait que le Gouvernement faisait tout son possible pour veiller à ce que les candidats proposés à l'Assemblée nationale imposent le respect par leur indépendance et leur intégrité et qu'ils représentent aussi bien que possible la diversité et les intérêts du peuple rwandais.

24. Le Représentant spécial souscrivait pleinement aux préoccupations du Gouvernement à cet égard et il a de nouveau souligné l'utilité d'organiser un atelier ouvert au grand public, décrit plus haut, dès que l'Assemblée nationale aurait choisi les membres de la Commission nationale.

25. Le Gouvernement rwandais est très conscient de la nécessité d'avancer pour permettre à la Commission nationale des droits de l'homme de fonctionner. Il a en outre assuré au Représentant spécial qu'il redoublerait d'efforts pour mener à bien dès que possible ce processus.

26. Il est évident que tous les partenaires nationaux et internationaux qui travaillent pour le bien du Rwanda se féliciteront d'une évolution aussi positive, qui permettra à la communauté internationale de mieux financer la coopération technique dont le Rwanda a besoin et de fournir les ressources nécessaires au fonctionnement efficace de cette institution nationale pour les droits de l'homme.

C. Conditions de sécurité au Rwanda et leurs effets sur la situation des droits de l'homme

27. Les conditions actuelles de sécurité dans certains pays voisins du Rwanda se sont brutalement dégradées, ce qui a des répercussions directes pour la sécurité du Rwanda. Le Représentant spécial reconnaît que le Gouvernement rwandais aura du mal à réduire les violations des droits de l'homme, à punir les coupables et à mettre en oeuvre des programmes en vue de l'établissement d'une culture favorable aux droits de l'homme.

28. Depuis un an, la majorité des incidents rapportés au Rwanda ont été le fait de groupes armés et ils ont eu lieu principalement dans le nord-ouest du pays mais aussi plus récemment dans le centre. Les agresseurs ont joui d'une impunité alarmante, ont rarement été appréhendés et les rescapés de ces attaques ont souvent été abandonnés à la misère. Les cibles principales étaient des bureaux communaux, des écoles, des véhicules de transport en commun et des centres de détention. La plupart des attaques étaient dirigées contre des peuplements où les victimes étaient surtout des réfugiés de l'exode de 1959 venant de l'ancien Zaïre ou de l'Ouganda mais aussi des rescapés du génocide. Dans une moindre mesure, elles visaient aussi des autorités locales ou des personnes soupçonnées d'être des informateurs ou sympathisants de l'Armée patriotique rwandaise.

29. De l'avis général, les groupes armés sont composés de milices interahamwe, d'éléments des anciennes Forces armées rwandaises et peut-être de recrues de l'ancienne armée zaïroise. Des membres de la population locale se seraient aussi joints à l'insurrection, parfois contraints et forcés. Selon beaucoup d'observateurs, la rébellion serait le fait d'extrémistes interahamwe résolus à poursuivre le génocide.

30. De fait, les méthodes employées lors des récentes attaques rappellent celles qui ont été utilisées pendant le génocide. À la suite d'attaques massives, auxquelles la population locale était encouragée ou contrainte à participer, les victimes étaient mutilées et portaient des blessures semblables à celles des rescapés du génocide. Les massacres n'épargnaient personne, les victimes étant souvent des femmes, des enfants et des vieillards.

31. Depuis un an, des groupes armés ont attaqué de nombreux centres de détention, apparemment pour libérer des prisonniers, qui ont souvent trouvé la mort au cours de confrontations avec les forces de sécurité. Lors de plusieurs incidents, les prisonniers sont revenus d'eux-mêmes aux centres de détention, craignant apparemment pour leur sécurité.

32. Depuis octobre 1997, l'Opération de terrain pour les droits de l'homme a enregistré une augmentation, en nombre et en intensité, des attaques de groupes armés³. En réponse à ces attaques, la présence militaire s'est renforcée dans les préfectures du nord-ouest. C'est au cours des opérations anti-insurrectionnelles de l'Armée patriotique rwandaise, qui ont abouti à la mort de civils non armés, qu'ont eu lieu la plupart des violations du droit à la vie commises par des agents de l'État. Dans certains cas, les massacres semblent avoir été perpétrés pour punir ou décourager la collaboration avec les groupes armés. On signale aussi d'autres mesures anti-insurrectionnelles qui ont entraîné perte de liberté, arrestations, détentions arbitraires, voire même des disparitions. Le Représentant spécial loue les efforts déployés par les forces militaires rwandaises pour corriger et punir de telles violations et empêcher qu'elles ne se reproduisent. Le renforcement, en mars 1997, de l'Auditorat militaire a mis l'Armée patriotique rwandaise mieux à même de mener des enquêtes internes et de poursuivre les accusés en justice. Le Représentant spécial se félicite des condamnations prononcées par le Tribunal militaire au cours de l'année passée à l'encontre de soldats coupables d'avoir causé la mort de civils.

33. Le Représentant spécial déplore la mort continue de civils. On estime que plusieurs milliers de personnes ont été tuées dans le conflit depuis 1996⁴, dont beaucoup de personnes jugées particulièrement vulnérables, comme des rescapés du génocide, des femmes, des enfants et des vieillards. Les attaques à l'encontre de civils non armés constituent une violation du droit humanitaire international, en particulier de l'Article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949. En vertu du droit international humanitaire, les non-combattants doivent être traités avec humanité en toutes circonstances et toutes les parties à un conflit doivent garantir la protection des populations civiles et de l'infrastructure essentielle à la survie des populations civiles.

34. La situation de la sécurité a aggravé les conditions déjà difficiles dans lesquelles vivait la population rurale, en particulier dans le nord-ouest. De nombreux habitants se sont rapprochés des positions militaires pour bénéficier

de leur protection, ce qui a créé des peuplements de personnes déplacées qui ne peuvent pas cultiver leurs terres. Elles se trouveraient en majorité dans la préfecture de Ruhengeri. Selon des sources gouvernementales, il y avait, en septembre 1998, 300 000 personnes déplacées dans l'ensemble du pays.

35. Le Représentant spécial loue les efforts que déploient tous les organismes des Nations Unies présents au Rwanda pour aider le Gouvernement rwandais à faire face à la situation d'urgence. Le Représentant spécial note aussi que l'Armée patriotique rwandaise s'efforce d'aider les organisations internationales à apporter de l'aide alimentaire aux populations déplacées ce qui a permis d'établir un meilleur climat de confiance entre l'armée et la population locale.

36. Au cours de ses missions au Rwanda, le Représentant spécial a constaté la montée d'un climat de terreur causé par les tensions du nord-ouest. De nombreux massacres auraient des motifs ethniques mais il devient de plus en plus difficile de déterminer le motif réel des meurtres. Un tissu de plus en plus complexe de motifs s'est développé, mêlant les crimes passés, un sentiment de frustration face au manque de sécurité, des conflits fonciers, des vols et des vengeances personnelles. Afin de rétablir la légalité et de jeter les fondements d'une société plus juste, il faudra avoir égard aux droits des victimes.

37. Le Représentant spécial reste préoccupé des rapports de plus en plus nombreux concernant des disparitions présumées. Nombre de ces disparitions auraient eu lieu dans le nord-ouest, à la suite d'opérations de bouclage et ratissage de l'Armée patriotique rwandaise. Certains des disparus avaient été détenus dans des prisons militaires ou autres centres de détention militaires sans que leur famille ait de leurs nouvelles.

38. Les rapports concernant des arrestations arbitraires et des disparitions possibles ont aussi augmenté dans la zone métropolitaine de Kigali, où les vérifications de cartes d'identité par les forces militaires et de police sont devenues plus fréquentes.

39. Les événements récents survenus en République démocratique du Congo, qui touchent l'ensemble de la région des Grands Lacs, sont de plus en plus inquiétants. Le détournement de précieuses ressources vers un conflit représente une nouvelle tragédie pour une région déjà dévastée par les répercussions du génocide de 1994. Le Représentant spécial soutient pleinement les déclarations du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme invitant les dirigeants de la région à trouver une solution pacifique au conflit et toutes les parties à assurer la protection de la population civile et à respecter les droits de l'homme de toutes les personnes⁵. Les persécutions individuelles pour des raisons ethniques sont particulièrement choquantes.

D. État du système judiciaire

40. Le secteur de la justice reste en crise. Les structures actuelles ne sont pas bien équipées pour traiter convenablement et dans des délais raisonnables les procès civils et criminels attentés à l'encontre de personnes accusées de génocide. En gros, un système judiciaire a été mis en place, ce qui représente un progrès significatif par rapport à la situation d'il y a quatre ans. Ce système souffre toutefois toujours, à tous les niveaux, d'une pénurie de

/...

ressources, manquant de personnel qualifié en nombre suffisant et d'équipement. Les ressources actuellement disponibles sont presque entièrement consacrées à des procès pour participation au génocide de 1994, au détriment d'autres aspects de la justice civile et criminelle qui ont des besoins énormes de ressources humaines et matérielles.

41. Le Représentant spécial se félicite vivement des efforts qu'a déployés le Gouvernement rwandais pour résoudre les problèmes liés à l'administration de la justice et pour prendre un certain nombre de mesures concrètes dans ce domaine.

42. Un des progrès dans ce domaine tient à l'utilisation de la procédure établie par la Loi sur le génocide de 1996 qui permet à des accusés de confesser leurs crimes et de plaider coupable en échange d'une réduction de peine. Selon des sources gouvernementales, au moins 7 000 détenus auraient à ce jour fait savoir qu'ils entendaient avoir recours à cette procédure, alors qu'en 1997, ils n'étaient que 500, ce qui permettait de douter que cette procédure parvienne à réduire sensiblement le nombre de détenus. À mesure que le processus sera facilité, il est possible que la procédure soit invoquée plus souvent. À long terme, il y a lieu de se louer de cette évolution mais à court terme, elle risque d'exercer une pression croissante sur les parquets. Les détenus qui plaident coupable peuvent dénoncer d'autres personnes, ce qui exige une enquête et un examen plus approfondi des témoignages.

43. Les parquets ont été quelque peu renforcés par la formation et le déploiement récents de 400 inspecteurs de police judiciaire dans tout le pays. On pourrait toutefois améliorer la préparation de ces inspecteurs en leur faisant suivre davantage de cours, qui pourraient comprendre une formation supplémentaire en droits de l'homme et en méthodes d'investigation.

44. Les améliorations apportées au fonctionnement des parquets et à leur capacité de constituer des dossiers ont accru le travail des tribunaux. Il faudrait en particulier former et nommer davantage de juges de première instance et de greffiers. Le Gouvernement rwandais envisage actuellement d'autres stratégies pour instruire le grand nombre de procès relatifs au génocide, y compris le transfert de certaines catégories d'affaires de génocide⁶ des tribunaux de première instance aux tribunaux de canton et aux tribunaux communaux anciens et traditionnels dénommés gachacha. Si cette stratégie était mise en oeuvre, il faudrait réévaluer les besoins de formation et de renforcement des capacités.

45. Le Procureur général a lancé un processus de "procès de groupe" en vue d'alléger la charge de travail du système judiciaire. Le premier procès a démarré le 27 février et s'est terminé le 5 juin 1998. La Chambre spécialisée du tribunal de première instance de Byumba a poursuivi en commun 51 personnes accusées d'avoir participé au génocide à divers degrés. Cela a permis au Procureur d'établir clairement le cours des événements et le degré de participation de chaque participant. Bien qu'il ne faille pas compromettre le caractère individuel du processus judiciaire, les organisations de droits de l'homme reconnaissent que, bien utilisée, cette approche pourrait permettre de traduire en justice plus rapidement et de manière plus cohérente des personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité.

46. Le Représentant spécial se félicite de la création par le barreau rwandais d'un Bureau de consultation et de défense qui devrait permettre de mieux assurer la représentation des parties aux procès criminels et civils. Le nombre de procès en génocide où les accusés avaient accès à un avocat a augmenté, l'aide étant en grande partie fournie par l'organisation non gouvernementale internationale Avocats sans frontières, basée en Belgique. Le Centre danois des droits de l'homme a lancé des programmes de formation et de déploiement d'avocats rwandais pour les procès en génocide. Bien que les personnes accusées de génocide soient désormais mieux représentées, cette représentation est mal répartie. En raison des conditions de sécurité, Avocats sans frontières n'opère pas dans les préfectures de Ruhengeri, Gisenyi ni Kibuye. Beaucoup d'avocats rwandais hésitent aussi à exercer dans ces préfectures.

47. Au cours du premier trimestre de 1998, près de la moitié des parties civiles ont été représentées, en partie par des avocats du barreau rwandais et en partie par des avocats étrangers, ce qui constitue un progrès par rapport à l'année précédente.

48. En ce qui concerne l'indépendance du système judiciaire, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé de la question de l'indépendance des juges et des avocats a noté dans son dernier rapport : "La situation politique actuelle au Rwanda a rendu difficile le fonctionnement d'un système judiciaire indépendant et impartial. La pénurie de ressources tant financières qu'humaines constitue un grave sujet de préoccupation." (E/CN.4/1998/39, par. 152). Compte tenu des cas qui ont été portés à l'attention du Représentant spécial, y compris la suspension du Président de la Cour de cassation le 22 mars, il faut souligner que, dans tout pays, l'indépendance du système judiciaire est une condition indispensable à la suppression de l'impunité et au maintien de la légalité. Le Représentant spécial encourage vivement le Gouvernement rwandais à redoubler d'efforts pour garantir et préserver l'indépendance du système judiciaire.

49. Le Représentant spécial se félicite des verdicts rendus par le Tribunal criminel international pour le Rwanda. Il est à espérer que ces verdicts sont un premier pas sur la voie de l'éradication de l'impunité. Le 2 septembre 1998, le Tribunal a reconnu Jean-Paul Akayesu, ancien bourgmestre de la commune de Taba, préfecture de Gitarama, coupable de génocide et de crimes contre l'humanité, y compris de meurtre, torture et viol. C'est la première fois qu'un tribunal international interprète la Convention de 1948 sur le génocide. Le 4 septembre 1998, Jean Kambanda, ancien Premier Ministre du Rwanda, a été condamné à la réclusion à vie pour le rôle qu'il avait joué dans le génocide de 1994. Le Tribunal criminel international a condamné Kambanda à la peine maximale, bien qu'il ait plaidé coupable, en raison de sa responsabilité et de la gravité de ses crimes.

E. État du système pénitentiaire

50. En septembre 1998, il y avait, selon les estimations, 125 000 détenus dans l'ensemble du pays⁷, soit une légère baisse par rapport à la fin de 1997, qui représente le premier signe d'une évolution positive. En outre, le nombre d'arrestations a aussi sensiblement diminué par rapport à 1997. Toutefois de nombreuses personnes qui étaient détenues dans des cachots ont été transférées

aux prisons centrales, ce qui a encore accru leur surpeuplement et leur surcharge de travail.

51. On a constaté un net accroissement du nombre de personnes libérées pour raisons humanitaires (personnes âgées, gravement malades et mineurs) ou faute de preuves suffisantes pouvant mener à condamnation. Bien que plusieurs des personnes libérées aient été victimes d'agressions, il semble que, dans l'ensemble, la population soit de plus en plus disposée à accepter ces personnes dans la communauté. Le Représentant spécial tient à souligner la nécessité de prendre des mesures convenables pour assurer leur sécurité et faciliter leur réintégration dans la société.

52. Le nombre total de détenus se trouvant dans des cachots et centres de détention militaires serait tombé de 50 000 à la fin de 1997 à environ 40 000 en septembre 1998, et ce, pour plusieurs raisons. La raison principale est le transfert massif de détenus des cachots aux prisons centrales. La réduction de la population des cachots, conjuguée à des mesures visant à améliorer les conditions en vigueur dans les plus désastreux d'entre eux, a fait progresser les conditions de détention dans beaucoup de ces centres. Ces progrès n'ont toutefois pas été uniformes. On constate d'énormes améliorations dans certaines préfectures alors que des conditions déplorables subsistent dans d'autres régions.

53. La population totale des prisons centrales est passée à un chiffre record de plus de 84 000 personnes, contre 70 000 à la fin de 1997, essentiellement en raison du transfert massif de personnes qui étaient détenues dans des cachots. Le nombre actuel de détenus représente plus du double de la capacité totale des prisons rwandaises. Le surpeuplement n'a été qu'en partie atténué par des efforts d'augmentation de la capacité pénitentiaire et des programmes de travail supervisé qui permettent aux détenus de passer du temps hors de prison pendant la journée.

54. Les cachots contiennent encore beaucoup plus de détenus que leur capacité ne le laisserait prévoir; ils sont mal ventilés et mal éclairés et manquent de nourriture et d'eau, ainsi que d'installations sanitaires. Ces conditions déplorables, jointes au surpeuplement et à la longueur excessive des emprisonnements (beaucoup de détenus ont passé quatre ans en prison sans être jugés), ont entraîné une augmentation des maladies (telles que la tuberculose) et des taux de mortalité pénitentiaire globaux.

55. Le Représentant spécial reste extrêmement préoccupé par les conditions de détention au Rwanda et invite la communauté internationale à aider le Gouvernement rwandais à chercher des solutions pour l'immédiat et le long terme.

F. Facteurs économiques et sociaux

56. Les besoins du Rwanda évoluent progressivement; le pays a désormais moins besoin d'aide d'urgence pour s'attaquer aux répercussions du génocide de 1994 et davantage de programmes à long terme de renforcement des capacités et de coopération au développement. Les femmes et les enfants ont souffert des effets du génocide. Leur sort ne peut être amélioré que par des efforts concertés à long terme, ce qui exige que l'on s'intéresse davantage au rôle que peut jouer la société civile pour promouvoir et assurer une culture de respect des droits

/...

de l'homme et de la légalité. Il est notamment impératif de fournir d'urgence une aide aux organisations non gouvernementales travaillant dans le domaine des droits de l'homme.

57. Les statistiques révèlent que le génocide a eu un effet négatif persistant sur les indicateurs sociaux, ce qui laisse prévoir que la reconstruction sera ardue. L'espérance de vie a baissé de 4,5 ans depuis 1991, la mortalité infantile est passée de 87 p. 1000 en 1991 à 131 en 1998 et la mortalité maternelle a presque quadruplé pendant la même période⁸.

58. La situation des femmes rwandaises reste particulièrement précaire. Les inégalités traditionnelles entre hommes et femmes ont été exacerbées par les répercussions du génocide dans presque tous les secteurs. En 1996, 40 % de l'ensemble des ménages avaient une femme à leur tête, contre 25 % en 1991, ce qui tient en partie au grand nombre de familles touchées par les détentions ou par le génocide et le conflit armé. Le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur à 50 %, la plupart des femmes chefs de famille n'ont pratiquement pas fait d'études et seuls 25 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes⁹.

59. Un grand nombre de femmes continuent de souffrir des conséquences traumatiques de la violence sexuelle dont elles ont été victimes pendant le génocide. Les femmes violées subissent l'ostracisme de leur communauté et se heurtent à de très forts préjugés lorsqu'elles demandent de l'aide. Les victimes de violences sexuelles sont aussi souvent victimes de violences non sexuelles; nombreuses sont les femmes violées pendant le génocide rwandais qui ont perdu leur mari ou d'autres membres de leur famille, ce qui les laisse sans soutien social. Le Représentant spécial souhaite de nouveau appeler l'attention sur les recommandations qu'a formulées dans son dernier rapport sur le Rwanda la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, notamment la nécessité de poursuivre en justice les personnes coupables de violences sexuelles et de fournir une aide aux femmes victimes de violences, sous forme d'activités rémunératrices, de soins médicaux et d'assistance sociale¹⁰.

60. La condamnation de l'ancien bourgmestre de la commune de Taba, Jean-Paul Akayesu, constitue un premier pas sur le chemin qui mène à reconnaître l'étendue de la violence sexuelle à l'égard des femmes. La décision du Tribunal international reconnaissait que la violence sexuelle faisait partie intégrante du génocide perpétré au Rwanda.

61. Le Représentant spécial note la vulnérabilité des enfants dans une société d'après génocide. Il rappelle les obligations qu'a l'État de protéger les droits des enfants en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, que le Rwanda a ratifiée. Le Gouvernement rwandais coopère avec l'UNICEF et d'autres organismes pour que les procès de mineurs accusés de génocides et actuellement détenus reçoivent une priorité. La police judiciaire et les juges ont reçu une formation spéciale pour traiter ces affaires. On s'est efforcé sans grand succès de fournir des avocats de la défense aux mineurs accusés en vertu de la loi sur le génocide mais le nombre d'enfants de moins de 14 ans détenus dans les prisons a nettement diminué. Le Gouvernement s'est aussi efforcé de séparer les mineurs des adultes dans les prisons; d'autres enfants ont été mis en liberté conditionnelle ou transférés dans des centres de

rééducation. Néanmoins, on signale des incidents de violence sexuelle et de prostitution concernant de jeunes détenus.

62. La solidité de la société civile sera un indicateur clef de la promotion et du respect des droits de l'homme. Les organisations non gouvernementales nationales ont constamment besoin d'assistance en matière de renforcement des capacités, surtout de formation de base, de logistique et d'assistance matérielle. Nombre de ces organisations souffrent d'un manque de mécanismes efficaces pour une collaboration collective et sont divisées par la position qu'elles occupent vis-à-vis de différents groupes de la société et partis politiques.

63. Le retrait de l'Opération de terrain a aussi entraîné la perte d'un partenaire important pour les organisations de la société civile travaillant dans le domaine des droits de l'homme. La coopération de ces organisations avec des partenaires internationaux devrait continuer de s'inscrire dans le cadre d'un programme global.

64. Le développement de groupes de la société civile et la coopération de ces groupes avec la Commission nationale des droits de l'homme, lorsqu'elle fonctionnera, constitueront un élément crucial du processus de reconstruction lancé au Rwanda.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

65. L'objet du présent rapport est d'aider le Gouvernement rwandais à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Le Représentant spécial espère qu'un rapport transparent sur ce qui se passe au Rwanda aidera le Gouvernement et la communauté internationale à coopérer dans le domaine des droits de l'homme.

66. Le Représentant spécial salue la contribution qu'a faite l'Opération de terrain pour les droits de l'homme à la promotion et à la protection des droits de l'homme au Rwanda. Le personnel de l'Opération a travaillé dur et avec dévouement depuis quatre ans, souvent dans des circonstances difficiles. Le Représentant spécial est particulièrement reconnaissant à l'Opération de l'aide qu'elle lui a fournie lors de ses premières missions au Rwanda.

67. Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1998/60), le Représentant spécial a présenté un certain nombre de recommandations au Gouvernement rwandais sur la base de ses premières missions au Rwanda. Ces recommandations fondamentales restent valables mais plusieurs faits importants sont survenus depuis. Pour tenir compte de ces événements et des entretiens qu'il a eus pendant ses missions de début juin et de début septembre, le Représentant spécial présente les principales conclusions et recommandations suivantes.

68. Dans les circonstances actuelles, il est plus indispensable que jamais que le Gouvernement rwandais et la communauté internationale renforcent leur coopération pour maintenir et établir les conditions les plus propices à la protection et à la promotion des droits de l'homme au Rwanda.

69. À cet égard, le Représentant spécial prie instamment le Gouvernement rwandais et l'Assemblée nationale du Rwanda de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la Commission nationale des droits de l'homme, créée par décret présidentiel du 11 novembre 1997, soit pleinement établie et commence à fonctionner de manière efficace et indépendante conformément à la Loi fondamentale du Rwanda.

70. Le Représentant spécial demande au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir tout le soutien nécessaire à l'organisation d'un atelier public sur la nouvelle Commission nationale des droits de l'homme lorsque l'Assemblée nationale aura choisi les membres de la Commission sur une liste de candidats fournie par le Gouvernement. Les participants à cet atelier comprendraient les nouveaux membres de la Commission, des membres de l'Assemblée nationale, des membres de la société civile rwandaise et des experts régionaux et internationaux. Les conclusions de l'atelier seraient soumises à l'Assemblée nationale pour un débat parlementaire qui pourrait mener à l'adoption d'une loi visant à renforcer encore le fonctionnement, le mandat et l'indépendance de la Commission nationale des droits de l'homme.

71. Le Représentant spécial engage en outre instamment la communauté internationale à fournir toute la coopération technique nécessaire et les ressources appropriées pour soutenir le fonctionnement efficace de la Commission nationale des droits de l'homme.

72. Le Représentant spécial note que, si les structures fondamentales d'un système judiciaire civil et militaire sont maintenant en place, il reste indispensable que la communauté internationale fasse des efforts concertés pour résoudre convenablement les énormes difficultés auxquelles est confronté le système judiciaire rwandais. L'établissement d'un cadre stratégique de coopération avec le Gouvernement rwandais, comportant des objectifs clairement définis, est nécessaire au rétablissement de la légalité.

73. Le Représentant spécial note que les efforts déployés par le Gouvernement pour accélérer les premiers stades des poursuites judiciaires ont porté leurs fruits, comme en témoigne le nombre croissant d'accusés qui ont fait connaître leur intention de confesser leurs crimes et de plaider coupable. Cela souligne par ailleurs la nécessité de mieux former les inspecteurs de police en matière de droits de l'homme et de techniques d'investigation. Parallèlement, il faudrait former et nommer davantage de juges et de greffiers.

74. Le Représentant spécial se félicite de la libération de détenus pour raisons humanitaires et note l'amélioration des conditions dans plusieurs cachots. Il espère que des mesures adéquates seront bientôt prises pour faciliter la réintégration dans la société des détenus libérés. L'encombrement des prisons reste toutefois très préoccupant et la hausse du taux de mortalité pénitentiaire est inquiétante. Le Représentant spécial prie instamment le Gouvernement rwandais et la communauté internationale de poursuivre leurs efforts pour améliorer les conditions de détention et trouver rapidement une solution appropriée pour réduire le nombre de détenus.

75. Il convient de documenter convenablement les événements et les conséquences du génocide pour faciliter la réconciliation nationale. La communauté

internationale devrait en priorité établir des programmes pour résoudre les problèmes des rescapés du génocide.

76. Le Représentant spécial accueille avec satisfaction les verdicts rendus par le Tribunal criminel international pour le Rwanda et espère que ces verdicts serviront à la réconciliation nationale. Il engage vivement la communauté internationale à poursuivre son aide au Tribunal et sa coopération avec lui.

77. Le Représentant spécial invite instamment la communauté internationale à condamner avec force et sans équivoque les rebelles qui se sont montrés résolus à reprendre le programme de génocide lancé en 1994, à déstabiliser les efforts déployés pour rétablir la paix et la sécurité au Rwanda et à saboter les mesures que prend le Gouvernement pour encourager une réconciliation nationale.

78. Le Représentant spécial encourage vivement le Gouvernement à poursuivre en justice certains éléments de ses forces armées coupables de violations et soutient les efforts que fait le Gouvernement dans ce sens.

79. Le Représentant spécial souhaite appeler de nouveau l'attention sur les recommandations de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes et prie instamment les tribunaux rwandais de prendre, conformément à ces recommandations, des mesures concrètes pour assurer convenablement la prévention, l'investigation et la poursuite devant les tribunaux criminels et civils de ces violences, y compris l'indemnisation des victimes. Il conviendrait de développer les programmes d'assistance sociale aux femmes victimes de violences, sous forme notamment d'activités rémunératrices, de bourses d'éducation et de soins médicaux.

80. Le Représentant spécial constate la vulnérabilité des enfants et demande à la communauté internationale d'aider le Rwanda à assurer que les enfants rescapés du génocide recevront une aide psychologique appropriée pour se remettre de leur traumatisme et que tous les enfants auront accès à l'éducation. Il soutient les efforts que fait la justice rwandaise pour instruire rapidement les procès contre les mineurs accusés de génocide et de tenir dûment compte de leur âge et de toutes autres circonstances spéciales.

81. La société civile, en particulier les groupes de défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales nationales, joue un rôle important dans la reconstruction de la justice et l'établissement de la légalité au Rwanda. Ce rôle sera renforcé lorsque la Commission nationale des droits de l'homme fonctionnera effectivement. Le Représentant spécial se félicite donc des efforts que déploie le Gouvernement pour inclure divers éléments de la société civile dans sa campagne de promotion d'une culture des droits de l'homme au Rwanda, fondée également sur les traditions du pays. Il encourage les partenaires du Rwanda à fournir une aide financière et une assistance technique aux groupes et organisations qui s'occupent de droits de l'homme.

82. Le Représentant spécial appelle l'attention de la communauté internationale sur certains faits inquiétants, en particulier sur la montée de la violence dans la région. L'inaction pourrait entraîner la perte de nombreuses vies dans un conflit racial. Un effort résolu de la communauté internationale s'impose d'urgence pour assurer la protection des victimes et condamner l'incitation à la haine raciale.

83. Le Représentant spécial encourage le Gouvernement rwandais à respecter les obligations qui lui incombent en vertu des conventions relatives aux droits de l'homme que le Rwanda a ratifiées.

84. Enfin, il prie instamment les partenaires du Rwanda de lancer un programme d'assistance intégré et global afin de soutenir les efforts que fait le Gouvernement rwandais pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et assurer le bien-être du peuple rwandais dans la paix et la sécurité.

Notes

¹ On trouvera un résumé des activités de l'Opération de terrain et du processus d'examen dans le rapport du Haut Commissaire à l'Assemblée générale (A/53/367).

² Conférence de presse d'Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères, Kigali, 23 juillet 1998.

³ On trouvera de plus amples renseignements sur la situation des droits de l'homme au Rwanda dans le rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1998/61) couvrant la période allant de mars à décembre 1997.

⁴ Selon l'estimation d'un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, le nombre de morts se serait chiffré à 1 000 par mois au cours de l'été 1997 et comme l'Opération de terrain a constaté une dégradation de la situation depuis octobre 1997, on peut estimer le nombre de victimes à au moins 15 000 depuis le début de 1997.

⁵ Déclaration du Haut Commissaire aux droits de l'homme, 7 août 1998.

⁶ Les personnes accusées de crimes de génocide sont groupées en quatre catégories. Les personnes qui ont organisé, planifié et fomenté le génocide sont classées dans la Catégorie 1. Celle-ci comprend aussi les personnes qui ont commis des crimes alors qu'elles occupaient des postes de responsabilité, sont des meurtriers notoires ou ont commis des actes de torture sexuelle. La Catégorie 2 comprend les personnes qui ont commis des homicides volontaires, la Catégorie 3 celles qui ont commis de graves agressions n'ayant pas entraîné la mort de leur victime et la Catégorie 4 les personnes coupables d'atteintes à la propriété.

⁷ Chiffres fournis par le Comité international de la Croix-Rouge au Rwanda.

⁸ Source : World Bank Poverty Update, 1998.

⁹ Chiffres fournis par le Programme des Nations Unies pour le développement au Rwanda.

¹⁰ Voir les Recommandations formulées par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies chargée de la question de la violence contre les femmes dans son rapport de mission au Rwanda (E/CN.4/1998/54/Add.1). Voir aussi les recommandations faites par la Rapporteuse spéciale de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dans son rapport sur le viol systématique (E/CN.4/Sub.2/1998/13).